

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/130/Rev.1

10 janvier 1997

(97-0049)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN, PENGHU, KINMEN ET MATSU

Déclaration de S.E. M. Wang Chih-Kang
Ministre de l'économie
(en qualité d'observateur)

Révision

C'est un grand honneur pour moi que de conduire la délégation du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu à la première Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce. Je tiens tout particulièrement à exprimer ma profonde gratitude au pays hôte, Singapour, pour l'organisation de cette conférence qui, grâce aux efforts de tous et notamment de M. l'Ambassadeur Rossier, Président du Conseil général, et de M. Ruggiero, Directeur général, constituera, j'en suis convaincu, un jalon important.

Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce il y a presque 50 ans, le système commercial mondial a évolué vers la mise en place d'un cadre multilatéral solide, étayé par une série de règles bien négociées. Ce processus d'élaboration de règles, ainsi que les négociations sur l'accès aux marchés, ont fait des progrès décisifs pendant le Cycle d'Uruguay. Pendant les deux années qui ont suivi l'établissement de l'OMC, les Membres se sont efforcés de mettre en oeuvre leurs engagements en matière d'accès aux marchés et d'appliquer les règles récemment négociées. Il est temps maintenant d'examiner le chemin parcouru. Je suis persuadé que, lorsque nous repartirons après cette conférence, la ligne de conduite à suivre pour promouvoir les objectifs de l'OMC sera encore mieux définie.

Nous avons, en venant assister à cette conférence à Singapour, deux objectifs principaux: 1) écouter ce que les Membres de l'OMC ont à dire et faire connaître nos vues sur les questions inscrites à l'ordre du jour de cette conférence, et 2) demander l'appui des Membres en faveur de notre accession rapide à l'OMC.

Conférence ministérielle de Singapour

Nous allons maintenant exposer notre opinion sur les questions inscrites à l'ordre du jour de cette conférence.

Premièrement, la mise en oeuvre complète, dans les délais prescrits, des Accords de l'OMC est extrêmement importante pour le système commercial mondial; il convient de donner à cette question la priorité absolue pendant cette conférence. Sans cela, l'équilibre des intérêts, forgé avec soin lors du Cycle d'Uruguay, sera menacé et il sera plus difficile d'élaborer un programme équilibré pour l'après-Cycle d'Uruguay.

Pour ce qui est des Membres rencontrant des difficultés pour mettre en oeuvre les Accords de l'OMC, des programmes devraient être établis afin que le Secrétariat de l'OMC ou les Membres

de l'OMC expérimentés leur fournissent l'assistance technique nécessaire. Nous aimerions avoir la possibilité de participer à ces programmes, qui nous aideraient très certainement à mettre en oeuvre les engagements que nous souscrirons lors de notre accession.

En ce qui concerne le commerce et la protection de l'environnement, nous croyons comprendre qu'une attention de plus en plus grande est accordée à la question de la protection de l'environnement. Toutefois, les mesures adoptées par chaque Membre en la matière ne devraient pas entraver sans nécessité les échanges commerciaux. Selon nous, les discussions tenues et les études effectuées par le Comité du commerce et de l'environnement sont utiles, notamment celles qui visent à déterminer les moyens de régler les éventuels conflits d'intérêts entre le commerce et l'environnement. Etant donné les différences de mode de vie, de culture et de niveau de développement économique existant entre les Membres de l'OMC, une aide technique et financière des Membres les plus développés est, bien entendu, souhaitée. En outre, d'autres actions multilatérales portant spécifiquement sur les questions environnementales peuvent également contribuer notablement à résoudre cette question, qui recoupe plusieurs domaines, et à garantir un développement durable.

S'agissant des négociations en cours dans le secteur des services, nous espérons qu'elles pourront être conclues afin que le commerce des services soit davantage libéralisé. En fait, dans la perspective du Centre opérationnel Asie-Pacifique, nous avons déjà prévu d'ouvrir tous les grands secteurs de services, notamment les services financiers, et les services de diffusion de l'information, de télécommunication, et de transports aérien et maritime.

En tant qu'observateur, nous avons étudié attentivement les questions du programme incorporé. Nous aimerions que les calendriers fixés dans les accords soient respectés. En outre, il conviendrait également de prendre en compte les intérêts des pays en transition dans les négociations futures.

En ce qui concerne la poursuite de la libéralisation, nous sommes favorables à l'accord envisagé sur les technologies de l'information, qui devrait permettre, à notre avis, de libéraliser complètement le marché des produits d'information. Une large participation à ce processus serait souhaitable et une certaine flexibilité devrait être laissée aux participants qui rencontrent des difficultés à court terme. Nous sommes prêts, quant à nous, à discuter avec nos partenaires commerciaux des questions concernant le champ d'application et le calendrier, et à limiter autant que possible la portée des demandes que nous pourrions formuler pour bénéficier d'une certaine flexibilité.

En ce qui concerne les questions nouvelles, nous croyons qu'il serait souhaitable que les Membres parviennent à un consensus convenable avant que de nouvelles mesures soient adoptées. Des groupes de travail appropriés peuvent éventuellement être établis pour rechercher ce consensus.

Pour ce qui est du commerce et de l'investissement, nous sommes d'avis qu'il faut étudier de manière plus approfondie l'importance des liens existants entre ces deux domaines, mais nous pensons que les travaux effectués à propos des mesures concernant les investissements et liées au commerce peuvent être complétés par un élargissement négocié de la liste de ces mesures.

Pour ce qui est de la politique en matière de concurrence, nous admettons tout à fait qu'elle a une incidence sur le commerce. Compte tenu de la complexité de cette question et des différences en matière de structure du marché et de niveau de développement économique existant entre les Membres de l'OMC, il serait utile qu'une enceinte soit établie pour examiner cette question et contribuer à rechercher le consensus qui s'impose.

La question de la concurrence n'est pas totalement nouvelle pour l'OMC. Par exemple, les articles VIII et IX de l'AGCS prévoient des règles préliminaires relatives aux monopoles et aux pratiques

commerciales anticoncurrentielles; la section 8 de l'Accord sur les ADPIC reconnaît qu'un contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les licences contractuelles est nécessaire.

Accession à l'OMC

Abordons maintenant la question de notre accession. Nous avons demandé à accéder au GATT le 1er janvier 1990 et nous avons par la suite, en 1995, remplacé cette demande par une demande d'accession à l'OMC. Bien que six ans se soient écoulés et que notre processus d'accession ne soit toujours pas achevé, nous aimerions néanmoins exprimer nos remerciements aux Membres de l'OMC qui ont participé à ce processus. Je tiens tout particulièrement à souligner que, grâce au soutien et à l'assistance de nos partenaires commerciaux, nous avons fait récemment de grands progrès en la matière. C'est cet élan qui, j'en suis convaincu, nous permettra de devenir Membre de l'OMC dans un proche avenir.

En ce qui concerne les négociations bilatérales que nous menons en vue de notre accession, elles se sont, à ce jour, achevées avec 12 Membres de l'OMC et, dans leur phase finale, avec les 14 restants. Nous espérons sincèrement que ces Membres appuieront notre accession comme ils en avaient initialement l'intention, de telle sorte que notre objectif, à la réalisation duquel nous avons tant travaillé, soit bientôt atteint. Il va sans dire que plus tôt nous accéderons à l'OMC, plus tôt nos partenaires commerciaux recueilleront les avantages découlant des engagements pris lors de notre accession. En ce qui concerne le processus multilatéral, deux ans se sont écoulés depuis la septième réunion du Groupe de travail, qui s'est tenue le 21 novembre 1994. Une réunion informelle du Groupe de travail a eu lieu en décembre 1995, mais nous pensons qu'il doit absolument se réunir au début de l'année prochaine afin que la dynamique de notre processus d'accession soit relancée. Nous demandons donc aux Membres de favoriser la poursuite des travaux du Groupe de travail.

En vue d'accélérer notre accession, les autorités du Territoire ont étudié les dispositions législatives à prendre pour mettre en oeuvre les engagements que nous contracterons au moment de l'accession. Il s'agit là d'un travail juridique de grande envergure. Nous avons l'intention de rendre toutes nos lois et réglementations compatibles avec les prescriptions de l'OMC dès notre accession, ou après la période transitoire prévue dans notre protocole d'accession. Le même travail est aussi nécessaire pour que nos engagements en matière d'accès aux marchés soient approuvés par le pouvoir législatif.

Les renseignements que nous allons maintenant fournir permettront aux Membres de l'OMC d'avoir une idée de ce que nous entendons apporter à la communauté commerçante internationale par notre accession à l'OMC.

I. Commerce des marchandises/Droits de douane et mesures non tarifaires

Droits de douane

Les réductions tarifaires négociées à ce jour se traduiront par un abaissement des taux nominaux moyens applicables aux produits agricoles, qui tomberont de 18,46 pour cent en 1992 à environ 11 pour cent à la fin de la période de mise en oeuvre (cinq ans en principe); le taux moyen pondéré en fonction des échanges applicable aux produits industriels sera, quant à lui, ramené de 5,43 pour cent en 1992 à environ 3,5 pour cent à la fin de la période de mise en oeuvre envisagée (quatre ans en principe). Ce programme de réductions tarifaires sera, pour l'essentiel, réalisé en début de période.

Bien que le Territoire ne soit toujours pas Membre, nous avons, de notre propre chef, mis en oeuvre une partie du programme. Nous avons notamment annoncé une réduction des droits de douane appliqués à 758 produits le 14 juillet 1995. L'administration a également l'intention de proposer au

pouvoir législatif de nouvelles réductions des droits frappant plus de 1 000 produits. Nous continuerons d'étudier la possibilité de procéder à d'autres réductions tarifaires à l'avenir.

Il convient de souligner que l'Accord du Cycle d'Uruguay sur l'agriculture impose aux Membres développés d'abaisser leurs droits de douane de 36 pour cent par rapport au taux appliqué en 1986, année de base. Dans notre cas, les réductions tarifaires opérées entre 1986 et 1992 ont été bien supérieures aux 36 pour cent requis. Ces réductions, auxquelles s'ajouteront celles que nous appliquerons au titre de l'engagement, puis lors de notre accession, atteindront au total plus de 60 pour cent.

En application des résultats du Cycle d'Uruguay, les droits applicables aux produits industriels doivent être réduits d'au moins un tiers par rapport à leur niveau de 1986, année de base. Notre taux nominal moyen était de 24,4 pour cent en 1986, et il a été abaissé à 6,38 pour cent en juillet 1995, ce qui représente une réduction de plus de 74 pour cent.

Mesures non tarifaires

Toutes les restrictions que nous appliquons aux importations de produits industriels seront levées ou remplacées par des mesures compatibles avec les règles de l'OMC. Les restrictions d'origine géographique qui frappent les importations de voitures seront remplacées par un système de contingentement tarifaire.

Bien que notre secteur agricole soit sensible, l'engagement que nous avons souscrit à ce jour en matière d'accès aux marchés est très substantiel et comporte, fondamentalement, les éléments suivants:

1. Les restrictions d'ordre géographique appliquées afin d'équilibrer les échanges bilatéraux seront supprimées totalement et s'accompagneront de réductions tarifaires substantielles. Par exemple, les pommes sont actuellement assujetties à une restriction d'ordre géographique et à un taux de droit de 50 pour cent. Après notre accession, la restriction sera levée et le taux de droit sera ramené à 20 pour cent à la fin de la période de mise en oeuvre envisagée.
2. Toutes les restrictions à l'importation seront remplacées par des mesures compatibles avec les règles de l'OMC en vue d'arriver à une libéralisation progressive. Certaines seront supprimées sans que les niveaux tarifaires actuels soient relevés. D'autres seront remplacées par des contingents tarifaires. L'accès minimal assorti d'un droit faible se situe entre 4 et 8 pour cent, alors que l'Accord sur l'agriculture prévoit une fourchette type de 3 à 5 pour cent pour les pays développés. Les taux applicables dans la limite des contingents sont, dans la plupart des cas, inférieurs de moitié aux taux actuellement appliqués.
3. Les contingents tarifaires sont calculés en fonction du volume des échanges pendant la période de 1990 à 1992, et non pendant la période de 1986 à 1988 comme le prévoit l'Accord. Notre consommation de produits agricoles ayant augmenté ces dix dernières années, utiliser comme référence une période plus récente entraîne un élargissement à l'accès aux marchés.

II. Rationalisation des procédures de licences d'importation

Afin de parvenir à une libéralisation et d'atteindre les objectifs de l'Accord sur les procédures de licences d'importation, nous avons, depuis le 1er juillet 1994, réformé notre régime de licences d'importation et adopté un système de liste négative, en vertu duquel "les importations non soumises à des restrictions constituent la règle et les restrictions imposées sur les produits énumérés constituent

l'exception". Le système de la liste négative est appliqué dans le cadre de la "Liste récapitulative des produits soumis à des restrictions à l'importation et des produits dont les importations font l'objet d'un examen par l'Administration des douanes", règlement administratif du Conseil du commerce extérieur relevant du Ministère des affaires économiques.

Avant même la mise en application du système de la liste négative, nous avons déjà simplifié les procédures d'importation et assoupli considérablement les restrictions à l'importation. Nous étudions toujours la possibilité de simplifier encore les procédures. Notre intention est de réduire au minimum les formalités de licences d'importation. Les statistiques montrent l'importance de ce programme. Le nombre de produits pour l'importation desquels une licence est nécessaire était de 1 483, soit 15,93 pour cent, au 30 juin 1994, et a été ramené à 276, soit 2,92 pour cent, au 31 octobre 1996.

Conformément à l'Accord sur les procédures de licences d'importation, nous limitons autant que possible le nombre d'organes administratifs auxquels il faut s'adresser pour obtenir une licence d'importation. Depuis la mise en application du système de la liste négative, ce nombre a été réduit pour 144 produits (positions à huit chiffres). L'objectif est de le réduire à un au plus.

Aux fins de la transparence du système, nous avons élaboré un manuel intitulé "Recueil de règles d'application de la réglementation régissant l'importation de produits", qui reprend, notamment, la "Liste récapitulative des produits soumis à des restrictions à l'importation et des produits dont les importations font l'objet d'un examen par l'Administration des douanes".

III. Droits de propriété intellectuelle

Nous avons travaillé pendant plus de dix ans à la mise en place d'une protection des droits de propriété intellectuelle comparable aux normes internationales. Notre régime actuel ne vise pas seulement la protection des droits traditionnels, tels que le droit d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, et les brevets, mais il s'étend également à la protection des schémas de configuration de circuits intégrés et des secrets commerciaux. Avant que des dispositions concernant les mesures à la frontière n'aient été incorporées dans l'Accord sur les ADPIC, nous avons déjà instauré un système de surveillance des exportations en vue d'empêcher la circulation de logiciels d'ordinateur piratés. Nous entendons poursuivre nos efforts pour améliorer la protection des droits de propriété intellectuelle et nous appliquerons pleinement l'Accord sur les ADPIC lorsque le Territoire sera devenu Membre de l'OMC. Les procédures pour l'octroi de la protection des droits de propriété intellectuelle continueront à être simplifiées grâce à l'informatisation.

IV. Marchés publics

Nous négocions actuellement notre accession à l'Accord sur les marchés publics. Nous avons fait tout notre possible pour satisfaire aux demandes des signataires de l'Accord. Nous avons révisé notre offre afin d'améliorer l'accès à nos marchés publics. Nous espérons que toutes les consultations bilatérales pourront être achevées avant la prochaine réunion du Comité des marchés publics, qui devrait se tenir en février 1997, et nous demandons à nos partenaires commerciaux de nous aider à mener rapidement à bien ce processus bilatéral. Selon une estimation reposant sur des statistiques antérieures, un marché de 10 milliards de dollars EU sera ouvert chaque année aux fournisseurs étrangers après notre accession à l'Accord sur les marchés publics.

Afin d'accéder à l'Accord et d'en garantir le respect sans faille par les entités visées, nous promulguons la Loi sur les marchés publics, qui régira les marchés de fournitures, de services et de services de construction passés par les entités publiques. De plus, en attendant la promulgation de cette loi, des mesures ont déjà été prises, qui comprennent la création d'une base de données informatisée pour collecter et diffuser des renseignements sur les marchés, la publication d'un bulletin

officiel concernant les marchés publics, la publication des avis d'appel d'offres et d'adjudication des marchés dans ce bulletin officiel, l'extension des délais de réception des soumissions, et l'établissement de prescriptions en matière d'appel d'offres équitables et raisonnables.

V. Services

Depuis 1980, nous travaillons intensivement à la libéralisation de notre marché des services. Nous avons intensifié nos efforts dans le cadre de notre processus d'accession à l'OMC, et les restrictions formellement imposées sur de nombreux services ont été substantiellement assouplies ou levées. Les offres que nous avons présentées dans notre projet de liste d'engagements sont très étendues et concernent plus de 100 sous-secteurs. Nos engagements portent sur la plupart, voire la totalité, des secteurs intéressant nos partenaires commerciaux. Nous demandons une seule exemption de l'obligation NPF et un nombre très limité d'exceptions au principe du traitement national.

Pour promouvoir encore davantage la libéralisation des services, nous avons adopté des mesures visant à améliorer l'accès au marché et à modifier la réglementation applicable aux services ci-après: investissement sur les marchés financiers, mouvement de capitaux et de personnes physiques, télécommunications, services bancaires, assurance, valeurs mobilières et transport. Les mesures spécifiques adoptées sont notamment les suivantes:

A. Admission et séjour temporaire de personnes physiques

1. Les personnels transférés à l'intérieur de leur entreprise peuvent entrer au Taipei chinois et y séjourner trois ans au maximum.
2. La durée du séjour initial au Taipei chinois des visiteurs pour affaires a été étendue de 60 à 90 jours.
3. Les limitations concernant le pourcentage et le nombre total de cols blancs étrangers pouvant être employés ont été supprimées.
4. Un seul organe a été établi pour traiter les demandes concernant l'emploi d'étrangers.
5. Les efforts de simplification des procédures concernant les demandes d'admission et de séjour au Taipei chinois seront poursuivis.

B. Investissement sur le marché des valeurs mobilières

1. L'accès au marché local des valeurs mobilières était auparavant limité aux investisseurs institutionnels. Tous les investisseurs étrangers (non seulement les investisseurs institutionnels mais également d'autres personnes morales et physiques) peuvent maintenant accéder à ce marché.
2. Le plafond de 7,5 milliards de dollars EU fixé pour les investissements étrangers sur le marché des valeurs mobilières a été supprimé.
3. Le plafond relatif à la part des actions d'une société cotée qu'un investisseur institutionnel étranger peut détenir a été porté de 5 à 7,5 pour cent.
4. Le plafond relatif à la part des actions d'une société cotée que l'ensemble des investisseurs étrangers peuvent détenir a été porté de 10 à 20 pour cent.

C. Réglementation des transactions en devises

1. Le montant des devises qui peuvent être librement échangées par les sociétés et les entités a été porté de 5 à 20 millions de dollars EU par an.
2. En ce qui concerne les transactions de devises à terme, la méthode "de la liste négative" a été choisie au lieu de celle "de la liste positive". Toutes les transactions fondées sur des besoins réels sont autorisées, à l'exception de celles concernant les recettes et paiements au titre de services personnels, les transferts sans contrepartie, et les investissements qui font appel à des entrées et sorties de capitaux ne nécessitant pas d'approbation préalable. La limite fixée pour la durée des contrats de change à terme a été supprimée.
3. Les banques cambistes peuvent effectuer toutes transactions en devises portant sur des produits dérivés sans qu'il leur soit nécessaire d'obtenir l'approbation préalable de la Banque centrale.

D. Services de télécommunication

1. La Loi sur les télécommunications est modifiée afin d'autoriser l'investissement étranger direct.
2. Depuis le 1er juillet 1996, la Division de l'activité commerciale de la Direction générale des télécommunications est devenue une société indépendante, ChungHwa Telecom Co. Ltd.; la Direction générale des télécommunications n'a donc plus qu'un rôle purement réglementaire et, en tant qu'organe de supervision, elle contrôle et promeut une concurrence loyale dans le secteur.
3. Pour respecter le principe NPF, nous avons supprimé l'obligation de réciprocité pour la fourniture de services de télécommunication par des étrangers.
4. Nous avons ouvert le marché des services de réseau à valeur ajoutée (y compris les services d'enregistrement et de retransmission, d'enregistrement et de recherche de télécopies, et les services de conversion de codes et de protocoles).
5. Dans le cadre de la libéralisation du marché des services de télécommunication de base, nous avons octroyé neuf licences d'exploitation pour les services de téléphonie sans fil de deuxième génération en 1994; 53 licences seront délivrées à la fin de 1996 ou au début de 1997 pour les quatre types de services de communication sans fil suivants: téléphonie cellulaire mobile, services de radiorecherche, services mobiles pour données et systèmes à partage de canaux radioélectriques.

E. Services financiers

1. Assurance
 - a) Les étrangers sont autorisés à fournir des "services transfrontières" en ce qui concerne l'assurance maritime et l'assurance de l'aviation commerciale.

- b) La limitation du traitement national en ce qui concerne la constitution d'une compagnie d'assurance nationale par une compagnie d'assurance étrangère a été supprimée.
- c) La limitation du traitement national en ce qui concerne l'établissement par des compagnies d'assurance étrangères de filiales au Taipei chinois a été supprimée.
- d) La limitation du traitement national en ce qui concerne l'augmentation par les compagnies d'assurance étrangères du nombre de leurs filiales a été supprimée.
- e) La limitation concernant le type d'organisation des fournisseurs de services de réassurance et de rétrocession a été supprimée.

2. Services relatifs aux valeurs mobilières

- a) L'obligation pour les sociétés de placement étrangères d'établir un bureau de représentation un an avant de pouvoir implanter une succursale a été supprimée.
- b) L'obligation de réciprocité pour l'établissement d'une succursale locale ou d'un bureau de représentation a été levée.
- c) La limitation de la participation d'une société étrangère au capital social d'une société nationale de courtage en valeurs mobilières a été levée.
- d) L'obligation pour une société étrangère de courtage en instruments à terme d'établir une succursale au Taipei chinois pour pouvoir exercer ces activités a été supprimée.
- e) La limitation de la participation d'une société étrangère au capital social d'une société nationale de courtage en instruments à terme a été levée.
- f) Le plafond de 49 pour cent fixé pour la participation étrangère totale au capital d'une fiduciaire de placement en valeurs mobilières a été supprimé.

3. Services bancaires et autres services financiers

- a) Le délai prescrit avant qu'une banque étrangère puisse implanter une nouvelle succursale a été ramené de cinq à deux ans.
- b) Les banques sont autorisées à émettre des bons à court terme et des certificats.
- c) La limitation de la participation des sociétés étrangères de courtage monétaire au capital des sociétés de courtage en devises a été supprimée.

F. Transport

1. La restriction concernant l'organisation des sociétés de vente et de commercialisation des services de transport aérien a été supprimée.
2. S'agissant du transport aérien, les marchés de systèmes informatiques de réservation et de services d'expédition de marchandises ont été libéralisés. Toutefois, les parts de capital social d'une entreprise d'expédition de marchandises détenues par des étrangers ne peuvent dépasser un tiers du capital, et le nombre des directeurs étrangers de l'entreprise ne peut être supérieur à un tiers des membres du conseil d'administration. Sur une base de réciprocité, une entreprise étrangère d'expédition de marchandises peut établir une succursale au Taipei chinois.
3. La succursale locale d'un transporteur étranger peut assurer le transport automobile intérieur de marchandises en conteneurs à l'importation ou à l'exportation avec ses propres véhicules.

Conclusion

Etant donné les mesures de libéralisation qui ont été prises à ce jour et qui seront prises après notre accession, j'ai été très heureux, à l'occasion de cet événement capital, de pouvoir faire part aux Membres de l'OMC de notre attachement au libre-échange ainsi que de notre ferme volonté de respecter et promouvoir les principes de l'OMC. Nous sommes prêts à relever le défi que représente pour nous le respect des règles et obligations de l'OMC. Je demande donc le soutien et la coopération des Membres de l'OMC afin qu'ils accélèrent notre processus d'accession et le conduise à un aboutissement bien mérité.